

Les subsides

Les mesures prévues dans cette nouvelle stratégie montrent bien que le gouvernement adopte une nouvelle approche en témoignant d'une grande ouverture d'esprit et en s'efforçant de développer les ressources humaines, de créer des emplois de façon novatrice, tout en tenant compte des disparités régionales. Voilà pourquoi nous avons affecté 100 millions à l'innovation et à l'expérimentation dans ce domaine. Nous nous en remettons aux Canadiens pour qu'ils usent de leur créativité et de leur ingénuité dans la recherche de solutions. Je me suis déjà entretenue avec des particuliers, des groupes et organismes, des représentants du mouvement syndical, de groupes féminins, du secteur privé et des gouvernements provinciaux et je leur ai demandé de proposer des idées ou des projets-pilotes afin que nous sachions comment nous y prendre dans ce nouveau monde du travail pour que les projets expérimentaux qui ont réussi puissent servir dans d'autres régions du pays.

C'est la première fois qu'un gouvernement consacre 100 millions de dollars à l'innovation et je sais, d'après les entretiens que j'ai eus avec des organismes comme le CTC, qu'ils vont nous proposer des moyens d'employer cet argent. Je peux parler comme je le fais, monsieur le Président, car lorsque cette stratégie a été présentée à la conférence des premiers ministres, à Regina, l'un de ceux qui ont fait connaître leur réaction au programme, le ministre chargé de la sécurité économique au Manitoba, M. Evans, a dit que c'était un pas dans la bonne direction. Le premier ministre du Manitoba, M. Pawley, a jugé très favorablement la forme que prenait la stratégie du marché du travail et il l'a même approuvée au nom de son gouvernement.

Je le mentionne parce que je crois que c'est une entreprise à laquelle nous devons tous participer. Il n'y a pas, à mon avis, de gouvernement ou de secteur qui puisse résoudre la question tout seul. Voilà pourquoi nous avons cherché des occasions de créer des emplois permanents pour des milliers de Canadiens. Les occasions! C'est le mot clé, monsieur le Président, mais à la base de ces occasions se trouve un principe fondamental que j'ai évoqué à la Chambre, dont nous nous inspirons actuellement et auquel les députés vont pouvoir bientôt donner leur appui quand une mesure législative sera soumise à la Chambre. Je parle du principe de l'équité dans l'emploi, parce qu'elle est essentielle à toute stratégie relative au marché du travail. Nous sommes décidés à donner une fois pour toutes aux femmes, aux invalides, aux autochtones et aux minorités visibles la place qui leur revient sur le marché du travail. Ils doivent occuper leur place de partenaires égaux, et avoir les mêmes chances de réussir que tout le monde. C'est en soi un succès. Le député ne le croira peut-être pas, mais je peux lui dire qu'à la Chambre des communes, c'est un succès.

● (1140)

Nous ne nous sommes pas arrêtés en si bon chemin. J'ai eu le plaisir d'annoncer le mois dernier que nous établissons un nouveau code de conduite qui garantira l'équité de l'emploi dans la Fonction publique et consacra le principe auquel nous souscrivons tous, l'application de la rémunération égale pour un travail d'égale valeur. Ces mesures se traduiront en emplois sérieux et permanents pour les Canadiens. Nous devons établir des bases solides. C'est ce que la nouvelle stratégie du marché du travail vise à accomplir. Nous sommes optimistes à cet égard.

Je suis heureuse que la tournée que le NPD a faite dans tout le pays lui ait révélé que les Canadiens sont optimistes et confiants. Je sens que la confiance règne. Je rentre tout juste d'une réunion en Italie des pays membres de l'OCDE qui portait sur l'emploi et la technologie. Il est étonnant de constater, par la voix de leurs gouvernements, à quel point cette question rend pessimistes les pays européens. On ne remarque pas un pareil manque de confiance au Canada. Nous en sommes épargnés parce que les Canadiens ont confiance dans l'avenir. Le gouvernement a renforcé cette confiance dans le monde du commerce.

Une revue des journaux nous rassure pleinement; voici une manchette de la *Gazette* de Montréal: «D'après un sondage, les perspectives d'emploi n'ont jamais été aussi bonnes»; selon le *Globe and Mail* de Toronto, «L'espoir des chômeurs augmente»; d'après le *Telegraph Journal* de Saint-Jean, au Nouveau-Brunswick, «La situation augure bien pour les emplois d'été». Une manchette du *Citizen* d'Ottawa révèle que «Selon Statistique Canada, les perspectives d'emploi s'améliorent» et, dans le *Star* de Toronto, une autre nous apprend que «Les petites entreprises pourraient créer 200,000 emplois d'ici six mois».

Oui, monsieur le Président, nous avons bon espoir au Canada de régler cette importante question. La confiance pousse les gens à agir. Le député de Windsor-Walkerville (M. McCurdy) a donné le ton au NPD en critiquant le programme d'emplois d'été «Défi 85». Même s'il s'est montré bien négatif et s'il a cherché à dénigrer ce programme et à priver les étudiants d'un emploi cet été, 150,000 nouveaux emplois ont déjà été proposés, ce à quoi le secteur privé en a ajouté 50,000 autres. Ce dernier a augmenté de 100 millions de dollars le fonds gouvernemental de 205 millions, si bien que celui-ci s'élève maintenant à 300 millions de dollars. Mais le député de Windsor-Walkerville s'attaque encore au programme pour en saper les bases. Il y a de quoi décourager les jeunes.

M. Murphy: Où sont ces emplois?

Mlle MacDonald: Ces gens demandent où sont ces emplois. Ils ne veulent pas que les étudiants travaillent cet été. On le voit à leur attitude. La différence entre, d'une part, le Nouveau parti démocratique ou le parti libéral, dont les membres ne s'intéressent pas à la question, et, d'autre part, le parti conservateur, c'est que nous, nous faisons confiance aux Canadiens. Nous sommes convaincus de pouvoir réduire le chômage. Nous savons que des emplois sont en train d'être créés. La stratégie que nous avons adoptée concernant le marché de l'emploi agit comme stimulant et pousse les particuliers, les entrepreneurs et les gouvernements partout au Canada à créer des emplois et à produire la richesse nécessaire. C'est cela qui amorce notre relance économique, monsieur le Président.

Des voix: Bravo!

M. Baker: Monsieur le Président, je voudrais poser une question à la ministre sur les propos qu'elle a tenus concernant la Commission d'assurance-chômage. Je voudrais savoir si elle a donné suite aux nombreuses instances qui lui sont parvenues au nom des 210 pêcheurs de Bonavista Bay. Elle a reçu il y a trois ou quatre mois des télex du premier ministre terre-neuvien, du ministre des Pêches de cette province et du ministre du Développement social. La ministre se souvient-elle des 210 pêcheurs qui auraient, paraît-il, touché des prestations d'assurance-chômage en trop?